Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 132 (1987)

Heft: 9

Artikel: La participation française à la Campagne d'Italie et au débarquement de Provence (1943-1944)

Autor: Cousine, André

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344795

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La participation française à la Campagne d'Italie et au débarquement de Provence (1943-1944)

par le colonel André Cousine *

Le titre de cette communication pose d'emblée une problématique d'importance, car l'expression «participation» semble donner a priori une connotation quelque peu restrictive à l'action de l'Armée française sur les théâtres d'opérations italien et du sud de la France en 1943-1944.

Il n'en est rien en réalité car l'étude des faits montre que la contribution de l'Armée française au combat contre les forces de l'Axe au sein des armées alliées dans ces régions ouest de la Méditerranée a été exemplaire pendant cette période et ce malgré un environnement particulièrement contraignant, sinon stérilisant. Aussi, l'objectif essentiel de la présente étude est-il de montrer l'exemplarité de cette participation. Mais l'analyse ne portera, eu égard aux autres travaux du Colloque, que sur l'engagement de l'Armée de terre française.

A l'été 1943, l'Armée française reste traumatisée moralement, psychologiquement par le désastre de première grandeur de 1940 et par les choix politiques et militaires des différents responsables français qui sont intervenus depuis lors dans le déroulement des événements. Plus particulièrement du côté de la coalition alliée, les affrontements qui ont opposé le général Giraud et le général de Gaulle depuis l'opération Torch, le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, et qui subsistent, ont créé autour de cette Armée un climat de confusion et de méfiance préjudiciable à sa crédibilité.

Cette Armée constitue néanmoins une réalité[1]. Elle possède même de bonnes potentialités[2]. Mais elle est encore «une grande convalescente» car elle souffre des conflits d'autorité malgré la constitution le 3 juin 1943 du Comité français de la Libération nationale (C.F.L.N.) sous la coprésidence effective des généraux de Gaulle et Giraud[3]. Elle pâtit incontestablement de ces tensions qui sont autant d'obstacles à son efficacité et surtout de la prévention instinctive du haut commandement allié à son égard en dépit de sa brillante prestation à la campagne de Tunisie au printemps 1943.

* Au colloque international de Paris (mai 1985) sur les Armées françaises pendant la deuxième guerre mondiale.

[1] Par contre, l'Armée d'armistice de juin 1940 n'existe plus dans la France occupée depuis l'invasion de la zone libre le 11 novembre 1942. En règle générale, ses cadres choisirent soit de passer en Espagne pour rejoindre l'Afrique du Nord, soit de rejoindre les mouvements de résistance déjà existants, soit de se rassembler ultérieurement dans l'Organisation de résistance de l'Armée.

[2] Elle est à même de réaliser pratiquement avec des moyens terrestres français des opérations ponctuelles d'envergure comme la libération du département de la Corse (opération Vésuve) du 13 septembre au 4 octobre 1943 et plus tard la conquête de l'île d'Elbe (opération Brassard), 17, 18, 19 juin 1944.

Cette Armée, cet outil militaire existe donc. C'est essentiellement à l'été 1943 l'Armée d'Afrique en voie de transformation depuis les accords de réarmement d'Anfa de janvier et qui fusionne le 1er août dans des conditions très difficiles avec les unités des Forces françaises libres (F.F.L.) venues essentiellement de Libye.

La reconstitution de cette Armée s'avère nécessaire, mais elle demande quelques délais car il lui faut à la fois retrouver son unité et s'entraîner à la maîtrise des armements nouveaux fournis par les Alliés et aux exigences de la guerre moderne. Néanmoins, fondamentalement, cette Armée procède d'un contexte de subordination politique, stratégique et tactique qui la place initialement en position de marginalisation en 1943 et au début de 1944.

Pourtant, c'est aujourd'hui un fait d'histoire que de reconnaître, sans verser dans l'hagiographie, que cette Armée sera quelques mois plus tard au-delà du fleuve Garigliano et en Provence, à la base de la victoire alliée.

Il faut expliquer ce décalage. Certes, il n'est pas question, ici, de retracer toutes les phases de la participation française aux combats de l'ouest méditerranéen en 1943-1944 et d'en exposer dans le détail les différentes phases militaires. Les limites imparties à l'étude n'y suffiraient pas. Mais il faut simplement s'efforcer de comprendre cette véritable mutation qui transforme l'Armée française en voie de rénovation en 1943 et dont la cohésion est quelque peu chancelante, en une Armée homogène, moralement et professionnellement et surtout victorieuse aux mois de mai et d'août 1944 en Italie et en Provence.

Une armée existante mais reconstituée

Dès l'opération Torch, l'ambition des chefs politiques et militaires français opposés au gouvernement de Vichy a été de faire rentrer la France dans la guerre avec le maximum de forces disponibles. Mais lié incontestablement à la bonne volonté des Alliés anglo-saxons, cette reconstitution de l'Armée est surtout entreprise à une grande échelle après la campagne de Tunisie. Elle est donc largement ébauchée à l'été 1943.

II – Les effectifs

Les hommes de l'Armée française de 1943-1944 sont d'origine très diverse. Il y a en effet les volontaires des Forces françaises libres, qui ont combattu depuis 1940 sur de nombreux champs de bataille notamment

[3] Cette armée est subordonnée au général Giraud commandant en chef et au C.F.L.N. Le Comité sera l'objet de vives rivalités et de nombreuses controverses. Plus tard, sous son nom, le général de Gaulle réalisera l'unité de direction politique le 9 novembre 1943 puis l'unité de responsabilité militaire le 4 avril 1944 avec l'éviction du général Giraud et la suppression du poste de commandant en chef. Enfin, le C.F.L.N. reconnu officiellement par les Alliés le 26 août 1943 deviendra, le 3 juin 1944, le Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.).

en Erythrée et en Libye et qui s'intègrent avec beaucoup de difficultés avec les unités de l'Armée d'Afrique, maintenues sur place après la défaite.

En Afrique du Nord, ces personnels de l'Armée d'Afrique ont été préparés moralement par le général Weygand, galvanisés et réarmés ensuite par la volonté du général Giraud. Puis ils ont été singulièrement renforcés avec la mobilisation de près de vingt classes (1924-1944) auxquelles se sont ajoutés les volontaires indigènes du Maroc et de la Tunisie.

Au total, l'Afrique du Nord ne mesure pas ses efforts: sur 1 076 000 Français de souche européenne, 176 500 d'entre eux, «les pieds noirs», sont mobilisés et 233 000 musulmans français d'Algérie, ou «protégés» marocains et tunisiens, serviront pour la durée de la campagne.

Mais cette armée comprend également des volontaires d'outre-mer[4] et les Français «évadés d'Espagne» au nombre de 20 000 environ, qui lui donneront une plus-value réelle sur le plan du dynamisme et de la ferveur.

Les troupes d'origine indigène et musulmane prédominent numériquement. Elles formaient d'ailleurs l'essentiel de l'Armée d'Afrique répartie sur les territoires de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Très peu touchés moralement par la défaite de 1940, excellents fantassins, les hommes attachés à leurs chefs, habitués à une vie fruste et rustique, sont particulièrement aptes dans les pires conditions au combat en montagne. En outre, bien équipés, satisfaits d'appartenir à une armée, où la force matérielle devient la dominante, ils seront souvent irrésistibles dans l'action.

Les troupes d'origine européenne, composées de soldats d'Afrique du Nord et des colonies, sont également dans de bonnes dispositions morales. En effet, le plus souvent, elles n'ont connu que l'humiliation d'un désastre lointain sans avoir souffert de la démoralisation inhérente aux troupes battues. De plus, elles sont stimulées par l'exemples des volontaires F.F.L. et des évadés de France, c'est-à-dire par une sélection d'hommes façonnés par «l'expérience au feu» ou les épreuves subies.

L'encadrement subalterne est une des forces de cette Armée[5]. Aux officiers d'active de l'Armée d'armistice se sont joints les militaires de carrière évadés de métropole et les officiers F.F.L. «formés sur le tas». S'y ajouteront également les nombreux officiers de réserve instruits sur place, notamment à l'école de Cherchell. Très proches de la troupe qu'ils connaissent et qu'ils aiment, véritables entraîneurs

[4] Ces volontaires venant essentiellement de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires français d'Amérique et d'Océanie.

[5] Une des faiblesses intrinsèques de l'encadrement sera néanmoins le manque de réserves en cadres de contact instruits et qualifiés. Après les pertes subies en Italie et en Provence, elle sera ultérieurement, pour le haut commandement français, une contrainte de première grandeur au cours des combats de la libération du territoire français et de l'invasion du IIIe Reich.

d'hommes, ils ont marqué la mémoire collective des Français par leur action au combat et leur esprit de sacrifice[6].

Quant aux cadres supérieurs, ils sont en majorité de carrière et d'origine européenne. Sur le plan technique, ils sont aptes à intégrer très rapidement les doctrines d'emploi des nouveaux matériels perçus et les conditions très particulières du théâtre d'opérations méditerranéen. Mais plus que les cadres subalternes, «ils souffrent des règlements de compte, des luttes partisanes et des grenouillages»[7], qui caractérisent la vie des corps de troupe et des états-majors au cours de l'été et de l'automne 1943 et même lors de l'hiver 1943-1944.

Il convient enfin d'ajouter à cette présentation très succincte des effectifs, l'apport féminin. Il est non négligeable. Les femmes sont un millier en Italie, près de deux mille en Provence. Recrutées comme auxiliaires féminines de l'armée de terre (A.F.A.T.), elles sont incorporées plus particulièrement au titre de spécialistes des transmissions, de secrétariat, d'état-major, d'interprètes, d'infirmières ou conductrices des sections sanitaires automobiles. Par leur présence, notamment auprès des unités de l'avant, par leur disponibilité[8], elles sauront s'imposer et se rendre indispensables.

En définitive, les effectifs masculins et féminins qui participent aux durs affrontements[9] d'Italie et de Provence représentent, malgré leur diversité, un ensemble très homogène par leur ardeur et leur désir de se battre.

Ils forment, réunis organiquement, respectivement:

- le Corps expéditionnaire français (C.E.F.) en Italie,
- l'Armée B en Provence,

aux effectifs moyens de 110 000 en Italie [10] et de 170 000 en Provence[11].

[6] De fait, de véritables chefs «de légende» apparaîtront au cours des engagements d'Italie et de Provence. Il faut citer notamment le sous-lieutenant Bouakkaz, un des héros du 4e régiment de tirailleurs tunisien au Belvédère en janvier 1944 et le lieutenant Girardon des Commandos d'Afrique au fort du Coudon en août 1944... et bien d'autres... notamment le sous-lieutenant Laurier, futur commandant de l'Ecole supérieure de Guerre.

[7] Rapport sur le moral du 1er Corps de débarquement en date du 1er août 1943. Ce corps a été créé au mois de juin 1943 et placé sous le commandement du général d'armée Alphonse Juin. Le 9 août, il est articulé en deux groupements. Le premier groupement comporte les unités qui doivent en principe être envoyées en Italie.

[8] Il faut rappeler en particulier le souvenir de la jeune ambulancière Marie Loretti mortellement blessée le 5 février 1944 sur la route Acquafondata-San Elia, et de la comtesse du Luart avec sa formation chirurgicale mobile.

[9] Les pertes sont importantes en Italie: 32 171 tués, blessés, disparus en huit mois de combat; en Provence: 3600 tués, blessés, disparus en quinze jours de combat.

[10] Les effectifs en Italie évolueront de 15 000 en décembre 1943 à près de 113 400 en mai 1944 pour être réduits progressivement à 98 000 au début du mois de juillet 1944.

[11] Le C.E.F. est officiellement dissous le 23 juillet 1944. Ses unités et ses services en grande majorité sont intégrés à l'Armée B, dont les effectifs débarqués seront près de 256 000 sur le sol national. Mais en Provence, une fraction du premier échelon et le deuxième échelon de cette armée, qui deviendra le 25 septembre 1944 la 1re Armée française au combat, prévus pour être mis à terre entre D + 20 (D = jour du débarquement ou D day) et D + 40 ne seront pas présents dans la bataille.

II – Le réarmement des forces terrestres

Le réarmement et le rééquipement des unités de l'Armée de terre française avaient été envisagés avant même le débarquement en Afrique du Nord. Décidés en janvier 1943 dans le cadre de la loi prêt-bail, à la conférence d'Anfa, où les Alliés signent un accord avec le général Giraud, commandant en chef civil et militaire de l'Empire français[12], ils doivent se traduire par la mise sur pied de onze divisions françaises dont trois blindées avec les unités de service correspondantes. Ce chiffre est ensuite porté théoriquement à douze divisions dont quatre blindées le 15 août 1943.

Mais ce réarmement va s'échelonner sur une longue période car il va se heurter à un certain nombre d'incompréhensions et de différends entre Alliés. En effet, le haut commandement français «voulait jeter» dans la future bataille le maximum de soldats. Il cherchait donc à réunir le maximum de grandes unités du niveau de la division, quitte à réduire sensiblement le nombre des formations de service et de soutien, n'intervenant pas directement dans la bataille[13]. Le haut commandement américain n'admettait pas «cette vue empirique» sur la mise sur pied des forces. Il ne voulait envoyer au combat que des divisions complètement équipées selon les normes adoptées pour sa propre armée avec les soutiens et les services compétents[14].

Il exigera donc que l'Armée française soit reconstituée en Afrique du Nord selon les barèmes qu'il a fixés impérativement.

Ce débat sur le réarmement des forces durera toute l'année 1943. Il sera également un moyen de pression politique des Alliés sur le C.F.L.N. pour mieux faire adopter certaines vues américaines sur le plan de la politique générale.

Aussi, devant les demandes américaines et face également à l'impossibilité d'avoir les spécialistes nécessaires au fonctionnement des services[15], le

[12] Depuis décembre 1942, cette responsabilité est dévolue au général Giraud, avant l'accord du 3 juin 1943 et la création du C.F.L.N.

[13] En particulier, le général Giraud estimait que les disponibilités immédiates en personnels devaient être utilisées au mieux pour former le plus possible d'unités combattantes. Il avait «l'obsession du nombre». A contrario, il estimait que les unités de service pouvaient être sinon constituées, du moins complétées avec les volontaires qui afflueraient après le débarquement en métropole.

[14] Par exemple, les barèmes prévoyaient que pour une tranche de 260 000 combattants (soit l'effectif de 8 grandes unités et leur environnement d'états-majors, et d'unités de réserve générale), il fallait affecter environ 40 000 hommes au moins à des tâches de logistique. Or, pour cette mission, en août 1944, les unités de l'Armée B ne regroupaient que l'effectif d'environ 27 000 hommes. Le déficit était donc important. En réalité, l'aide américaine dans ce domaine sera nécessaire jusqu'à la fin des hostilités.

[15] Il était difficile de trouver du personnel qualifié chez les indigènes pour ces missions de logistique. Il aurait été certes possible, d'autorité, d'y affecter les jeunes Français qui avaient franchi les Pyrénées pour se battre. Mais très peu acceptèrent de servir dans les «arrières» de l'Armée. Ils s'étaient échappés pour se battre à l'avant et non pour occuper un emploi, si utile qu'il soit, dans un service.

Gouvernement français devra se limiter dans le réarmement de l'Armée par l'accord du 23 janvier 1944, à la mise sur pied définitive[16] de huit divisions dont cinq d'infanterie et de trois divisions blindées[17] qui formeront l'ossature du corps de bataille français avec leur renforcement d'unités de service, de soutien, de réserve générale et leur complément normal de quartier général de corps d'armée et d'armée.

Finalement, le Corps expéditionnaire français en Italie[18] sous le commandement du général Juin fut composé pour l'essentiel:

- de la 2e division d'infanterie marocaine du général Dody (cette division créée le 1er mai 1943 débarque en Italie en novembre),
- de la 3e division d'infanterie algérienne du général de Monsabert (cette division créée le 1er mai 1943 débarque en Italie en décembre),
- de la 4e division marocaine de montagne du général Sevez (cette division créée le 1er juin 1943 débarque en Italie en février 1944),
- de la 1re division française libre[19] du général Brosset (cette division créée le 1er février 1943 débarque en Italie en avril 1944).

Ces divisions avec les unités de réserve générale, notamment les groupes de tabors du général Guillaume[20] rejoignirent ensuite, après la dissolution du C.E.F. en juillet 1944, l'Armée B regroupée à la fois en Italie, en Afrique du Nord et en Corse pour le futur débarquement dans le sud de la France (l'opération Anvil).

[16] Il fallut se résoudre à la dissolution de la 6e division d'infanterie marocaine, de la 8e division d'infanterie algérienne, de la 10e division d'infanterie coloniale et à l'aménagement d'«unités-cadres» pour la 7e division d'infanterie algérienne et la 3e division blindée.

[17] La 2e division blindée du général Leclerc sera désignée pour représenter les forces françaises à l'opération Overlord en Normandie.

[18] Le 1er Corps de débarquement susmentionné fut articulé en août 1943 en deux groupements principaux. Le premier groupement de forces comprend initialement la 2e division d'infanterie marocaine, la 3e division d'infanterie algérienne, les 3e et 4e groupes de tabors marocains et les éléments de réserve générale. Pressenti pour l'Italie dès le mois d'août 1943, ce premier groupement devient, par l'ordre n° 14 du 18 novembre 1943, la 1re Armée française. C'est sous cette dénomination qu'elle est mise à la disposition du 15e groupe d'armées allié en Italie à partir du 20 novembre 1943, et plus précisément intégré à la 5e armée américaine du général Mark Clark. Mais à la demande du général Juin, pour des raisons de discrétion et d'opportunité à l'égard du commandement américain, l'appellation de Corps expéditionnaire français lui sera officiellement attribuée le 3 janvier 1944.

[19] Cette division équipée en matériel américain en 1944 s'appelle officiellement, à partir du 24 août 1943, 1re division d'infanterie motorisée, puis 1re division d'infanterie de marche, à partir du 27 avril 1944. Mais elle est connue pratiquement sous son nom d'origine.

[20] Les groupes (niveau régiment) de tabors marocains renforcèrent les actions des divisions ou opérèrent organiquement, par exemple, dans le cadre du Corps de montagne en mai 1944 dans les monts Aurunci. En Italie, sont présents les 1er, 3e et 4e groupes. En Provence, les 1er, 2e et 4e groupes. Enfin, il faut noter que le 4e tabor (niveau bataillon) représente l'Armée française au sein de l'armée américaine lors de l'invasion de la Sicile (opération Husky) du 14 juillet au 17 août 1943.

Cette Armée B sous le commandement du général Jean de Lattre de Tassigny, comprend en outre pour les opérations de Provence[21] :

- la 9e division d'infanterie coloniale du général Magnan, créée le 16 juillet 1943,
- la 1re division blindée du général Touzet du Vigier, créée le 1er mai 1943, à trois combat command (niveau brigade blindée), mais le combat command n° 3 (CC 3) ne rejoindra la division qu'en septembre 1944, et
- de forts éléments de réserve générale[22].

III – L'instruction et le moral

Les hommes et les femmes de cette Armée en voie de rénovation et de reconstitution se familiarisèrent avec une facilité d'adaptation peu commune au maniement des armements et des matériels modernes débarqués dans les ports de Casablanca, d'Oran et d'Alger. Puis les unités s'efforcèrent de se former très rapidement, techniquement et tactiquement, aux exigences du combat moderne.

Pour le 1er Corps de débarquement qui allait pour partie devenir ultérieurement le C.E.F., l'instruction fut menée dans des délais très restreints et dans «des conditions de vie spartiates», principalement en Oranie sous l'impulsion ferme du général Juin. Ce dernier, en particulier dans ces directives, préconise à ses grands subordonnés de «lutter en permanence contre l'à-peu-près, le bricolage – il n'en est plus question avec les matériels modernes –, le débrouillage»[23]. En outre, il fait marquer l'effort pour l'entraînement des hommes sur les écoles à feu et les manœuvres à tir réel et pour les cadres sur l'acquisition d'un esprit offensif approprié et du sens de la manœuvre.

Pour l'Armée B[24], le général de Lattre consacre à la préparation au combat de ses unités «le meilleur de lui-même». Par des inspections constantes et inopinées qui l'amènent à parcourir l'Afrique du Nord en tous sens, il ne cesse de contrôler «l'immense effort général». Il préconise, dans l'instruction, l'emploi de méthodes

[21] Au sein de l'Armée B, la 4e division marocaine de montagne, la 2e division d'infanterie marocaine de l'ex-C.E.F. et la 5e division blindée du général de Vernejoul créée le 16 juillet 1943 ne participèrent pas à la bataille de Provence, car elles constituaient le 2e échelon prévu pour être débarqué à partir de D + 20 en septembre 1944.

[22] Leur énumération dépasserait les limites du dossier. Il faut citer néanmoins le Groupe de commandos d'Afrique du lieutenant-colonel Bouvet, le Groupe naval d'assaut du capitaine de frégate Sériot, qui auront l'honneur de débarquer sur le sol national avant même les troupes d'assaut du 6e corps américain du général Truscott dans la nuit du 14 au 15 août 1944, et le bataillon de choc du lieutenant-colonel Gambiez (il est commandé en Provence par le capitaine Hériard Dubreuil).

[23] Note de service n° 159/3/S du 26 mai 1943 et directives sur l'entraînement du 1er Corps de débarquement n° 712/DEF/3/S du 5 août 1943.

[24] Le 26 décembre 1943, il a pris le commandement de la 2e Armée française qui devient l'Armée B le 23 janvier 1944. Puis le 18 avril, il prend le commandement de l'ensemble des forces prévues pour participer au débarquement de Provence.

nouvelles et hardies, basées sur l'imagination, la connaissance approfondie des doctrines alliées, et surtout l'entretien «d'une forme physique impeccable».

Il convient toutefois de préciser que l'instruction de cette Armée française reconstituée n'a porté tous ses fruits que parce qu'elle s'adressait à des unités disciplinées et déjà formées, fortement encadrées et possédant de solides connaissances de bases interarmes. Cette faculté d'adaptation des cadres du corps de bataille français engagé en Italie et en Provence et qui a marqué les observateurs et les inspecteurs alliés montre en outre «leur riche fonds de connaissances militaires et techniques». Il leur manquait simplement, au début de la deuxième guerre mondiale, les matériels modernes appropriés et une doctrine d'emploi conséquente.

Le moral de cette Armée pendant la période considérée sera très oscillant.

En été 1943 il n'est guère favorable, même si la campagne de Tunisie, dans «le creuset du combat commun», a atténué bien des rancœurs et des tensions. Mais les divisions subsistent. Il est même possible d'affirmer que les séquelles des engagements pris antérieurement à novembre 1942, les idéologies partisanes, «la politique de débauchage» au sein des unités organisée à une vaste échelle, laisseront à tous les soldats de cette Armée «le souvenir affreux des heures vécues»[25].

De plus, tous les rapports sur le moral l'attestent, les personnels sont incertains sur leur devenir car ils ne savent pas ce que le haut commandement allié, malgré la diffusion de «prévisions d'intentions opérationnelles», veut faire d'eux.

L'annonce des premiers départs vers l'Italie, en novembre 1943, arrivera comme une délivrance, même si les personnels sont déçus de leur destination, car ils avaient l'espoir de débarquer en Provence. Mais le fatalisme et le goût inné pour le combat des troupes musulmanes, la conscience professionnelle, le sentiment impérieux du devoir de tous, l'orgueil «des pieds noirs» feront vite oublier cette déception passagère. Les soldats du C.E.F. projetteront alors «sur le monde étonné l'image de l'Armée française renaissante»[26].

Plus tard, le moral «des vétérans» du C.E.F. et des soldats de l'Armée B sera «au plus haut», comme l'écrit le général de Lattre[27], car ils avaient «rendez-vous» avec la France[28].

En fait, jamais dans toute l'histoire

[25] Le général Juin écrit fort justement le 1er août 1943 dans son rapport sur le moral du 1er Corps de débarquement: «Le choc moral du 8 novembre, les diverses atteintes portées au sentiment de la discipline, la fidélité au devoir militaire, les conflits d'intérêt, qui opposent deux noms et deux allégeances ont marqué durablement les personnels. Or, les soldats du C.E.F. de l'été 1943 ont surtout l'espoir de se battre et un désir violent d'ordre et de discipline.» Lucidement, le général Juin concluait ainsi son analyse: «Le salut est dans la bataille. La crise morale est surtout une crise d'autorité.»

[26] Ordre du jour n° 113 du général Juin en date du 20 juillet 1944.

de l'Armée française, dans le contexte d'une coalition de guerre, la libération de la France n'avait été donnée à une armée nationale. Aussi, en août 1944, il ne s'agissait plus uniquement de gagner la bataille de Provence, mais avant tout de rendre la liberté au Pays et de lui restituer sa place dans le monde.

A vrai dire, le Corps expéditionnaire français et l'Armée B constituaient un outil de guerre exceptionnel que l'armée française sans doute n'a jamais retrouvé. La foi dans la victoire finale de leurs hommes et de leurs femmes, puisée aux sources du plus pur patriotisme, s'appuyait également sur la certitude qu'ils bénéficiaient sur l'adversaire d'une supériorité matérielle considérable qui avait fait défaut aux armées françaises en 1940.

L'historien se doit de souligner cette caractéristique, car si dans l'analyse de l'art militaire les forces morales doivent être citées à la base de l'obtention du succès dans la bataille, les critiques militaires oublient parfois que la meilleure façon de conduire une troupe au feu, c'est de mettre à sa disposition les moyens matériels nécessaires pour qu'elle puisse imposer sa volonté à l'ennemi.

En 1943-1944, grâce à l'aide matérielle des Alliés, l'Armée française est donc reconstituée et rénovée. Mais elle reste par bien des aspects, malgré la volonté des responsables politiques et militaires français d'Afrique du Nord, en position de «singulière faiblesse», sinon de marginalité dans les débats politiques, stratégiques et même tactiques.

Une armée marginalisée et subordonnée mais victorieuse sur le terrain

I – La marginalisation et la subordination d'une armée

L'Armée française intervient en Italie et en Provence dans un contexte politico-stratégique qui la place en quelque sorte, initialement, en position de singulière faiblesse par rapport aux Alliés. Mais il importe, pour bien comprendre cette situation de marginalisation, de définir brièvement le débat majeur de 1943-1944 entre les thèses américaine et britannique sur les grandes options à choisir à cette époque dans le cadre de la lutte contre les forces de l'Axe.

L'opposition est en effet fondamentale entre les stratégies américaine et britannique. La première, d'essence indirecte avec le premier ministre W. Churchill et le chef d'état-major impérial sir Alan Brooke, privilégie les attaques sur «les points faibles» de l'adversaire, notamment en Méditerranée. La seconde, de nature clausewitzienne inspirée par le président des Etats-Unis F.D. Roosevelt et surtout le général George Marshall, chef

[27] L'effort sur le moral est une composante essentielle de l'action du général de Lattre avant le débarquement de Provence, notamment au cours des stages mis en œuvre à l'école des cadres de Douera.

[28] *Histoire de la Première Armée française du général de Lattre*, page 71.

d'état-major, basée sur le slogan «Germany First», met l'accent sur l'assaut de facture directe en Europe, à partir des bases de Grande-Bretagne.

Les décisions définitives sont prises successivement à la conférence Quadrant à Québec en août 1943 et aux conférences de Téhéran et du Caire en novembre-décembre 1943. Il est prévu ainsi par la Direction politique alliée de la guerre que l'effort visera impérativement l'Europe du Nord en 1944 par un débarquement de vive force en Normandie (l'opération Overlord), mais il sera lié conjointement[29] à une opération de diversion dans le sud de la France (la future opération Anvil).

Néanmoins, le déclenchement du débarquement sud est lié a deux hypothèques: d'une part, à l'ancrage à hauteur de la ligne Pise-Rimini du 15e groupe d'armées allié[30] débarqué dans la péninsule italienne depuis septembre 1943 et, d'autre part, au retrait au profit d'Anvil de quelques grandes unités, notamment françaises, du théâtre d'opérations italien.

Les britanniques ralliés à l'opération Overlord contestèrent au cours du premier semestre 1944 les priorités à consentir en Méditerranée. Ils estimaient en effet opportune la suppression de l'opération Anvil au profit d'une offensive de grande envergure visant l'Europe centrale et danubienne par la trouée de Ljubljana[31]. Mais ils n'obtinrent pas satisfaction. Le 2 juillet 1944 le commandement allié en Méditerranée – S.A.C.M.E.D.[32] – reçut, pour la variante sud, l'accord définitif des C.C.S. et Anvil[33] fut fixé au 15 août 1944 sur les côtes de Provence.

Ces débats et les décisions subséquentes orientèrent naturellement l'engagement des forces armées françaises. Mais dans le cadre de ces controverses politico-stratégiques de la coalition alliée, le C.F.L.N., soucieux des principes de souveraineté, d'indépendance et de sauvegarde des intérêts français et responsable en dernière analyse de l'emploi de son corps de bataille, ne fut en aucune façon consulté sur les choix stratégiques. La direction de guerre anglo-saxonne cherchait apparemment à utiliser les forces françaises pour les buts et les objectifs qu'elle s'était fixés elle-même, sous prétexte d'une argumentation juridique de circonstance, qu'elle contribuait à les réarmer.

Le C.F.L.N. et le général de Gaulle plus particulièrement n'acceptèrent

[29] L'état-major interallié à Washington, les «Combined Chiefs of Staff» ou C.C.S., précise «qu'en 1944, rien ne peut être entrepris dans aucune autre partie du monde qui compromettrait les opérations Overlord et Anvil».

[30] Il est commandé par le général britannique Alexander. Il comprend deux armées, la 8e armée britannique du général Montgomery (remplacé en décembre 1943 par le général Leese) et la 5e armée américaine du général Clark.

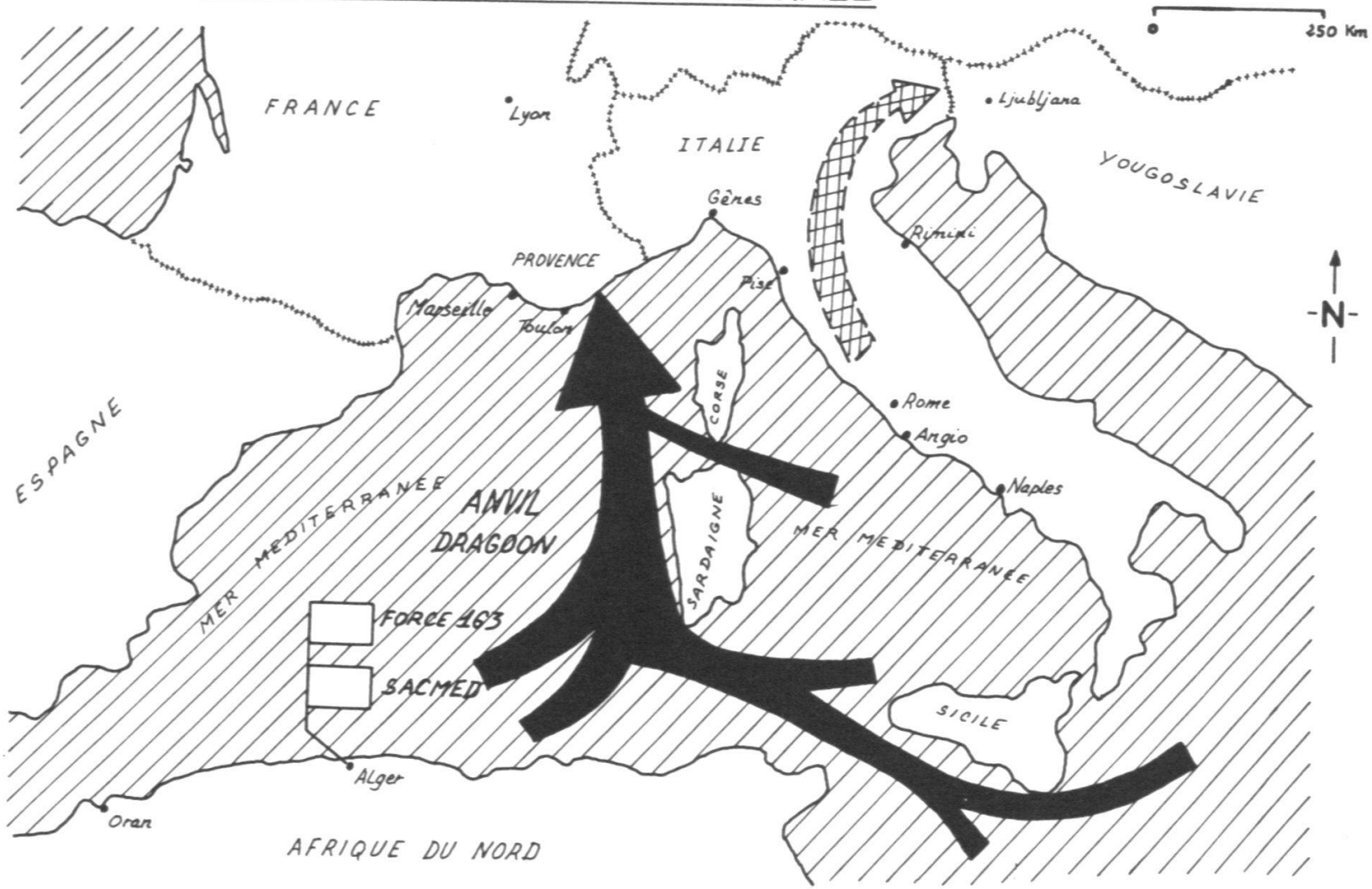
[31] Cf. le croquis joint en annexe n° 1.

[32] S.A.C.M.E.D.: Supreme Allied Commander Mediterranean Theatre; cette appellation a remplacé en mars 1944 la dénomination Allied Forces Headquarters (A.F.H.Q.).

[33] Anvil fut baptisé Dragoon le 1er août 1944 pour déjouer les services de renseignements allemands.

LES PRIORITES AU PRINTEMPS 1944 EN MEDITERRANNEE OCCIDENTALE

Annexe n: 1



jamais cette position diminuée et cette non-association à la conduite de la guerre et à la définition des plans[34]. Mais ils durent «patienter devant la réserve et l'inertie anglo-saxonne» malgré leurs requêtes pressantes et renouvelées[35].

Finalement un projet d'accord intervint le 27 décembre 1943 après des mois de discussions et de polémiques[36]. Mais ce projet ne resta qu'une charte technique d'orientation pour l'emploi des forces et non, *stricto sensu*, «un accord officiel entre gouvernements» comme le souhaitait le général de Gaulle[37].

Par contre, plus tard, à la fin du printemps 1944, de par la puissance militaire acquise et les succès probants obtenus en Italie, le Gouvernement français fut enfin associé avec le commandement militaire de l'Armée B aux plans d'Anvil. Il contribua même à infléchir la stratégie alliée, en appuyant sans réserve le projet du débarquement sud face aux options britanniques vers l'Europe centrale[38]. En effet, pour le général de Gaulle, chef des armées, la libération de la France par des Français et surtout par des forces militaires reconstituées devait être la préoccupation majeure qui devait régir la politique du C.F.L.N. En conséquence, il était hors de question d'utiliser le C.E.F. ou l'Armée B vers d'autres objectifs.

Mais en définitive, l'Armée française souffre indirectement de la non-association globale de son gouvernement à la conduite de la guerre et à la

[34] Pour l'Italie, par exemple, par une lettre du 6 septembre 1943, le général Bedell Smith, chef d'état-major du général Eisenhower, «rend compte» au général Giraud des intentions du haut commandement allié. Elles prévoient le transport au cours de l'hiver à venir d'un corps de deux divisions.

[35] En particulier par le mémorandum du 18 septembre 1943 des coprésidents de Gaulle et Giraud adressé à W. Churchill, à F.D. Roosevelt et au maréchal Staline. Ce document demandait expressément: «...certaines précisions intéressant directement l'organisation des Forces françaises (...), leur répartition dans l'espace et dans le temps sur les divers théâtres d'opérations». Ce mémorandum fut laissé sans réponse par les Alliés.

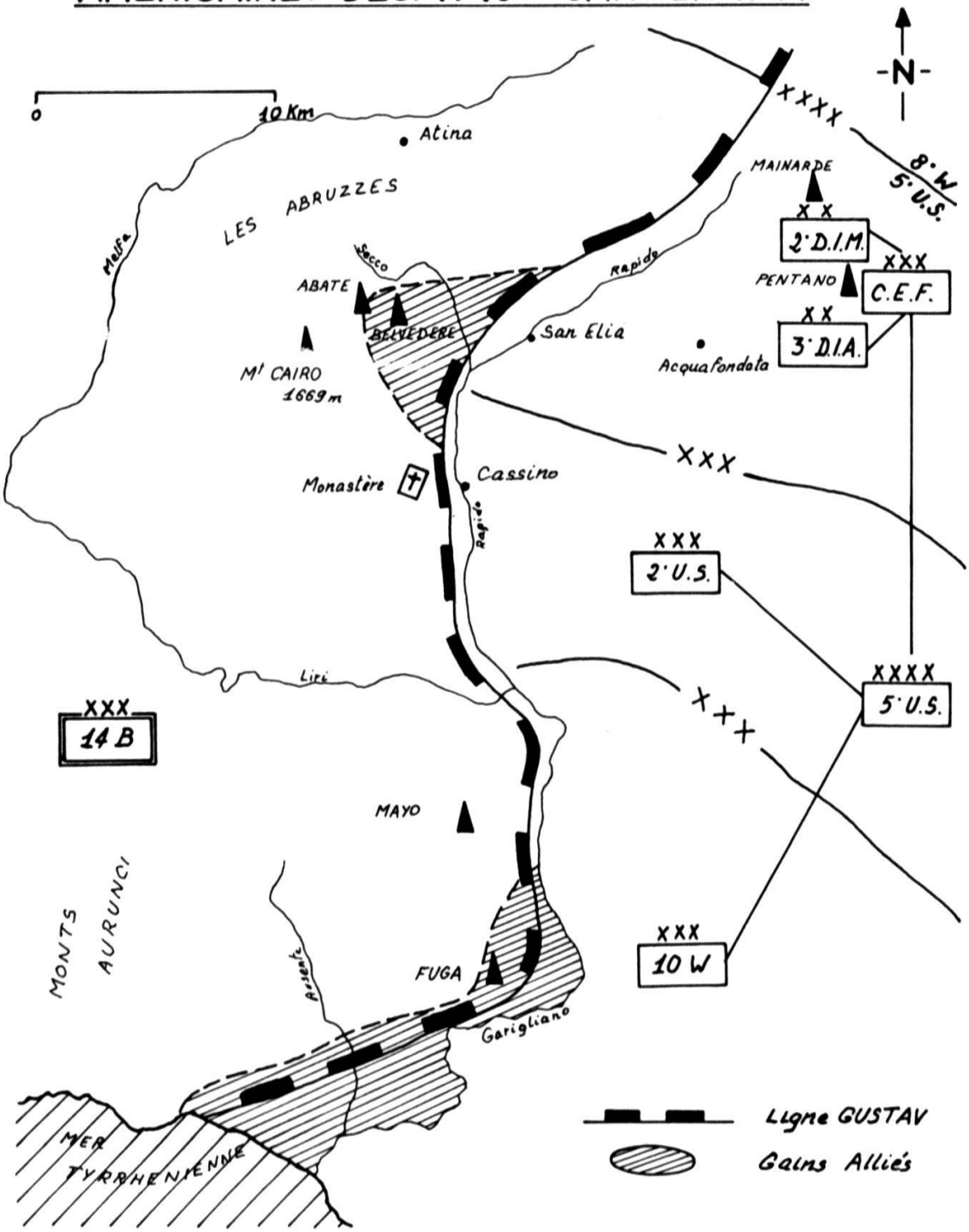
[36] L'envoi en Italie de deux divisions ne fut accepté par le Gouvernement français que pour souligner avec éclat, en attendant que la lutte soit portée sur le territoire national, la reconstitution de l'Armée française. Mais le C.F.L.N. ne cessa de rappeler que la désignation des unités pour un théâtre d'opérations était l'une de ses prérogatives essentielles. En décembre 1943, la polémique fut d'ailleurs très vive à propos de la désignation, par le Comité, de la 1re division française libre pour l'Italie à la place de la 9e division d'infanterie coloniale «choisie» par le commandant en chef interallié.

[37] Les Alliés ne donnèrent pas de suite, également, au mémorandum du 3 avril 1944 du C.F.L.N. demandant une nouvelle fois qu'un accord soit conclu «entre les gouvernements alliés et le C.F.L.N.».

[38] Sur cette question, le général de Gaulle s'opposa fermement au général Juin qui aurait voulu prolonger la victoire de Rome par une solution d'exploitation vers l'Autriche et la Hongrie (la thèse britannique) mais aussi vers les Alpes françaises. Cette dernière manœuvre pouvait permettre plus particulièrement, avec l'aide de la Résistance, de prendre à revers le dispositif allemand de la 19e armée du général Wiese dans le sud-est de la France. Mais, déterminé dans ses choix, le général de Gaulle écrit ainsi le 17 juin 1944 au commandant du C.E.F.: «Il faut pousuivre l'exécution du plan Anvil, largement préparé par un commandement allié qui en est, avec notre accord, stratégiquement responsable.»

Annexe n° 2

LE FRONT DEVANT LA 5° ARMEE AMERICAINE. DEC. 1943 - JANVIER 1944



préparation des opérations pendant cette période. Son autonomie demeure limitée et ses chefs peuvent difficilement dans ces perspectives se voir attribuer les responsabilités suprêmes sur le terrain.

Certes, en Italie cette dévolution ne se pose pas étant donné le rapport de forces initial au sein du 15e groupe d'armées allié. Mais en Provence, les effectifs français engagés (près des sept dizièmes des forces d'invasion) pouvaient justifier que le poste de commandant en chef, selon la logique numérique, soit attribué à un général français. En fait ce problème ne fut pas pris en considération par les Alliés, notamment au cours des discussions de mars 1944. Il ne pouvait être admis que la conduite de «la bataille commune» en Provence soit confiée é un généralissime français[39]. Ce choix ne faisait d'ailleurs que traduire dans l'esprit du haut commandement allié le «recul» du prestige militaire français[40].

Cette position de marginalisation de l'Armée française se retrouve également dans les appréciations négatives portées initialement par le commandement tactique allié sur les propositions des généraux Juin et de Lattre, sur les manœuvres à effectuer en vue de l'obtention de la décision.

Ainsi, en Italie, en février 1944, le général Juin, devant les échecs répétés à Cassino[41] de la 5e armée américaine, suggère au général Clark l'abandon des attaques échelonnées dans le temps des différents corps de l'armée[42]. Mais il préconise surtout «une manœuvre d'ensemble large et voyant loin», basée sur la plaque tournante d'Atina, petite localité des Abruzzes, en vue d'envelopper par «l'oued» Melfa, le dispositif du 14e corps d'armée blindé allemand du général von Senger und Etterlin, centré sur la ligne Gustav[43].

[39] Avec l'appui du Gouvernement français, le général de Lattre, qui se considérait comme «un vrai généralissime» dans son commandement, obtiendra que le commandement américain ait à son égard les qualités, les attributions relevant de la fonction groupe d'armées.

[40] La nomination d'un commandant en chef français aurait eu une résonance psychologique importante auprès des mouvements de résistance dont les capacités militaires étaient utilisées au maximum dans la planification d'Anvil et qui allait jouer un rôle non négligeable dans la libération de Toulon et surtout de Marseille. Mais en 1943 et au début de 1944, le C.F.L.N. et le général de Gaulle, conscients de la faiblesse de l'armée, ne cherchèrent pas à imposer leurs vues. «Comme elle est courte l'épée de la France, au moment où les alliés se lancent à l'assaut de l'Europe! Jamais encore notre pays n'a (...) été réduit à des forces relativement aussi limitées. Ceux qui luttent pour sa libération sont submergés de tristesse quand ils évoquent sa force d'autrefois», écrit avec amertume le général de Gaulle dans ses *Mémoires de Guerre* (L'Unité, 1942-1944, Plon, page 245).

[41] Cf. le croquis joint en annexe n° 2.

[42] Il écrit ainsi le 7 février 1944 au général Clark (note n° 554/CEF/3/S): «Je suis certain d'être en parfaite communion d'idées avec vous en précisant qu'à mon sens, seule une attaque générale déclenchée à la même date me paraît susceptible de donner des résultats importants sinon décisifs.»

[43] Le 21 février 1944, par la lettre n° 645/CEF/3/TS, le général Juin précise au général Clark: «On n'attache pas assez d'importance, à mon humble avis, au rôle joué par la région d'Atina dans la manœuvre

Il ne sera pas suivi dans ses suggestions.

Ainsi, dans les travaux de planification du débarquement de Provence de la Force 163[44], le général de Lattre propose le 6 mai 1944 un plan d'opérations totalement différent dans son esprit et dans sa lettre du plan initial de la Force, qui prévoyait notamment la conquête d'une tête de pont, jalonnée par «la Blue Line» entre le cap Benat et Théoule et la prise de Toulon pour D+20[45].

A contrario, le général de Lattre propose le report vers l'ouest de la future zone de débarquement de part et d'autre de Toulon et la prise du port pour D+7.

Mais son plan hardi et audacieux sera jugé «ni satisfaisant, ni réalisable, ni acceptable»[46].

Enfin, la marginalisation peut se retrouver également, en référence au passé prestigieux de cette Armée dans la subordination organique et effective:

- en Italie, du C.E.F. à la 5e Armée américaine[47],
- en Provence, de l'Armée B à la 7e Armée américaine[48].

De plus, leurs chefs, les généraux d'armée Alphonse Juin et Jean de Lattre de Tassigny, sont placés respectivement sous les ordres de généraux de grade inférieur, les généraux de corps d'armée Mark Clark et Alexander Patch. Disciplinés intellectuellement, les officiers généraux français s'adaptèrent à cette situation d'infériorité momentanée[49] imposée par les circonstances et les événements. Mais il

défensive (...) de l'ennemi. En la négligeant, on limite forcément la portée de la manœuvre d'armée qui aura toujours à se couvrir de ce côté et dans de mauvaises conditions. Il faut donc prendre Atina et seul le C.E.F. est en situation de le faire. J'ai le sentiment aussi qu'on se méprend sur le sens de cette action préalable du C.E.F. vers Atina. On y voit comme une sorte d'effort divergent par rapport à la direction d'effort principal qu'on a choisie. Cette action en soi peut en effet paraître divergente, mais c'est la résultante générale des efforts qui seule compte (...) Je vous livre ces réflexions purement personnelles mais susceptibles d'éclairer les décisions qui seront prises ultérieurement.»

[44] L'état-major opérationnel de la 7e armée américaine est camouflé sous le nom de code de Force 163 pour réaliser à Alger la planification de l'opération Anvil. Il est commandé depuis le 2 mars 1943 par le général Patch.

[45] Cf. le croquis joint en annexe n° 3.

[46] Les argumentations techniques et tactiques contre le projet de l'Armée B sont fondées. Par contre, la formulation de l'argumentation, notamment celle du capitaine de vaisseau R.A.J. English, chef de la Section navale de la Force 163, manque pour le moins du sens de la nuance dans le cadre du dialogue opérationnel entre Alliés.

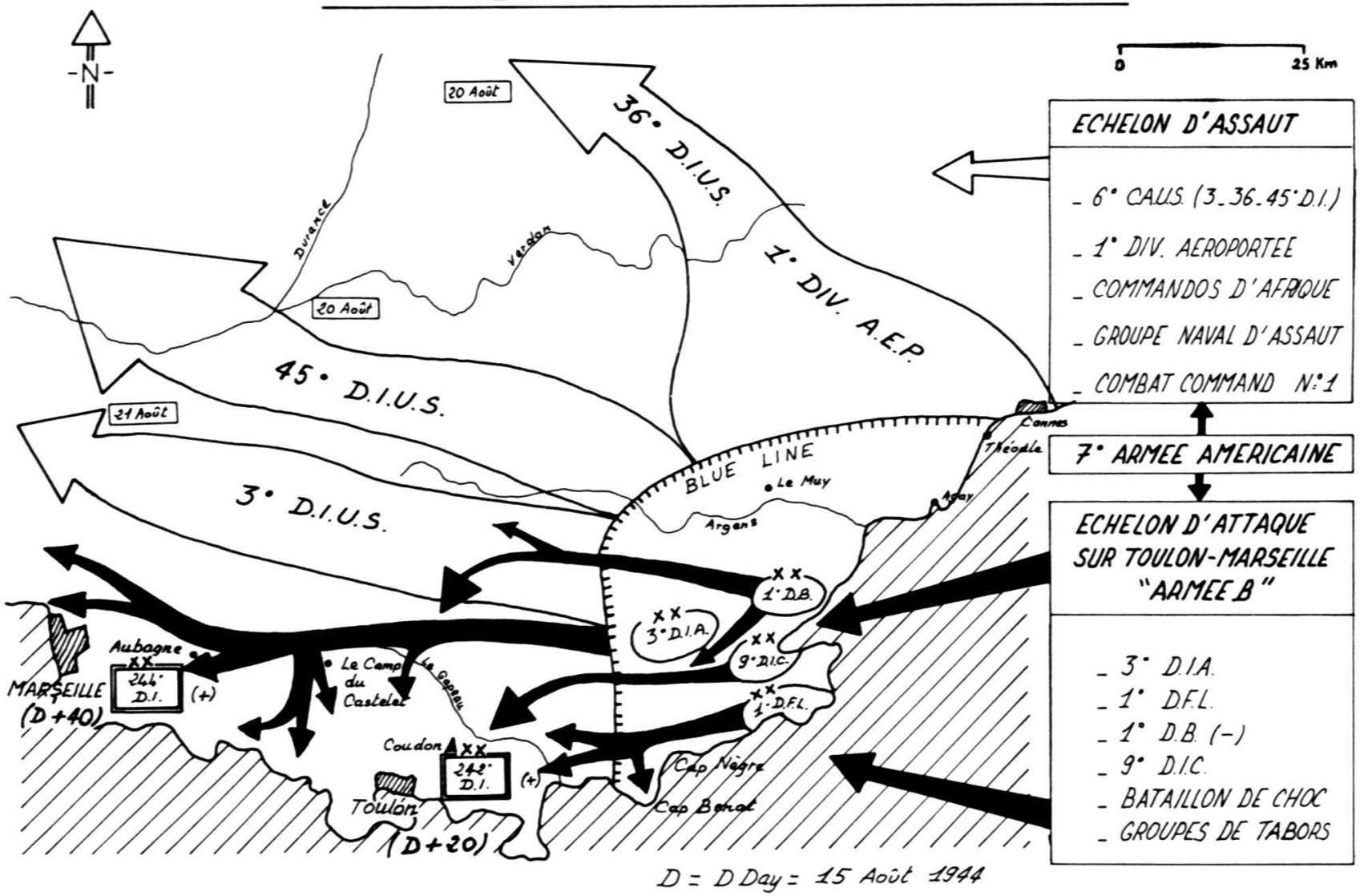
[47] Elle comprend, en Italie, jusqu'en février 1944, le C.E.F., le 2e corps d'armée américain (2e C.A.U.S.), et le 10e corps britannique (10e C.A.W.).

[48] Elle comprend en Provence essentiellement l'Armée B et le 6e corps d'armée américain (6e C.A.U.S.).

[49] Dans son premier rapport secret (n° 1/3/SR) du 29 novembre 1943 adressé au général Giraud, le général Juin écrit: «J'ai le sentiment que nous n'arriverons à faire notre trou ici qu'en usant de doigté et de discrétion. Les Américains ne sont pas gens qu'on bouscule (...) Ils nous aiment bien, mais ils sont aussi très pénétrés de leur toute-puissance et d'une susceptibilité qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer (...).» Il poursuit ensuite à propos de l'appellation C.E.F. qu'il préfère provisoirement au titre d'armée: «La chose se fera en son temps, quand on nous aura éprouvés et quand l'outil mis entre mes mains se sera révélé comme un véritable outil d'armée.»

Annexe n° 3

LA MANŒUVRE POUR TOULON - MARSEILLE



faut préciser que dans l'exercice de leurs responsabilités, ils n'acceptèrent jamais les ingérences du commandement tactique allié[50].

Marginalisation et subordination caractérisent donc l'emploi de l'Armée française en 1943-1944. Pourtant à l'épreuve des faits, la participation de ses forces est *exemplaire* sur le terrain et elle est même à la base de la victoire alliée en Italie et en Provence.

II – Une Armée victorieuse à l'épreuve des faits. *Pourquoi?*

De nombreux facteurs sont à la base de cette mutation et de cette «renaissance»[51] de l'Armée française, mais trois d'entre eux apparaissent déterminants dans l'explication.

D'abord, il y a *l'ardeur et l'élan des troupes.*

En novembre 1943, l'accueil pour les premiers contingents français débarqués en Italie continentale ne fut guère chaleureux. Le général Clark envisageait même à cette époque de n'utiliser les unités du C.E.F. que comme des «troupes de complément» mises à la disposition de ses différents commandants de corps d'armée.

Mais les premiers engagements de la 2e division d'infanterie marocaine, en particulier au Pentano et à la Mainarde en décembre 1943, surmontèrent les préventions initiales[52] du général américain. Il accorde en conséquence[53] le 3 janvier 1944 au général Juin un créneau de corps d'armée autonome avec deux divisions:

- la 2e division d'infanterie marocaine (2e D.I.M.) du général Dody,
- la 3e division d'infanterie algérienne (3e D.I.A.) du général de Monsabert.

Quelques jours plus tard, le 23 janvier 1944, pour faciliter le débarquement d'Anzio et surtout «pour couvrir» l'attaque de la 5e armée et plus précisément du 2e corps d'armée américain sur «l'obstacle de Cassino», le général Clark demande qu'une division du C.E.F., la 3e D.I.A. s'empare au nord «des collines» de l'Abate et du Belvédère[54].

Ces objectifs difficiles, véritables

[50] Par exemple, le général Juin refusera toujours d'engager des éléments français à Cassino ou de dissocier une grande unité de son corps d'armée au profit d'un coprs américain (notamment fin mai 1944 dans les monts Albains). Quant au général de Lattre, il demandera «avec insistance», pour la bataille, l'emploi de tous ses moyens, en particulier les éléments «provisoirement» détachés avec les troupes d'assaut du 6e corps d'armée américain (en particulier le 19 août 1944, le combat command n° 1 de la 1re division blindée).

[51] Expression du général de Gaulle. *Mémoires de Guerre* (L'Unité, 1942-1944, Plon, page 245).

[52] Cf. le croquis joint en annexe n° 2.

[53] Il y eut également d'autres facteurs qui pesèrent dans la décision du général Clark: une intervention énergique du C.F.L.N. et une crise d'effectifs aiguë due au projet de débarquement à Anzio.

[54] Pour l'attaque sur Cassino et de la ligne Gustav, le général Clark engage ses trois corps d'armée: le 2e corps américain (2e C.A.U.S.), le 10e corps britannique (10e C.A.W.) et le C.E.F. En outre, il est responsable, plus au nord, de l'action de débordement par mer du 6e corps américain dans la région d'Anzio, le 22 janvier au matin.

promontoires sur la vallée du Rapido et de son affluent le Secco, sont coiffés les 25 et 26 janvier 1944 grâce à l'héroïsme de la 3e D.I.A. et plus particulièrement du 4e régiment de tirailleurs tunisien[55]. Puis, finalement, le 1er février 1944 la ligne Gustav est «perçée» et le Belvédère et une grande partie de l'Abate restent contrôlés par les troupes françaises[56].

Cette mission «de sacrifice» marque profondément le commandement allié, notamment le général Alexander qui écrit le 13 février 1944 au général Juin: «La manière dont toutes ces opérations ont été menées est dans la ligne des plus belles traditions des Armées françaises».

Plus tard, en Provence, l'élan des troupes sera également irrésistible. Ainsi, le 19 août 1944, le général de Lattre, constatant qu'il peut bousculer les plans préétablis, décide d'attaquer «dans la foulée» les objectifs fixés, Toulon et Marseille, sans attendre que son premier échelon soit au complet. Il rend hommage ainsi à ses troupes[57]: «Comment ne pas espérer un succès avec les troupes que j'ai sous mes ordres? (...) On peut tout en attendre, sauf l'attente...»

Ensuite, à la base des succès du C.E.F. et de l'Armée B, il faut souligner *l'action des états-majors et des services*, particulièrement compétents et dynamiques, soucieux des besoins de la troupe et «près d'elle par la pensée et le cœur». Ces organismes, d'ailleurs, fusionnèrent pratiquement en juillet 1944.

Les états-majors du C.E.F.[58] et de l'Armée B formaient également des équipes soudées, homogènes et cohérentes, maîtrisant parfaitement leurs techniques et leurs spécificités. Le général Carpentier, dans «l'intérêt général» en sera le chef successif en Italie et en Provence. Il assurera ainsi la continuité des analyses tactiques et logistiques dont certaines, par leur hauteur de vues, leur clarté et même leur prescience, ont frappé maints observateurs[59]. Il faut citer plus particulièrement:

[55] Avec également l'engagement en force des 3e et 7e régiments de tirailleurs algériens de cette division. Les pertes du 4e régiment de tirailleurs tunisien sont lourdes: en quelques jours de combat, il perd la moitié de ses effectifs combattants, les trois quarts de ces cadres dont son chef de corps, le colonel Roux, tué au combat.

[56] Au sud, le 10e corps britannique a pu établir une tête de pont restreinte sur la rive droite du Garigliano, notamment au mont Fuga.

[57] Histoire de la 1re Armée française, page 79.

[58] Le général Juin écrit à son sujet: «Il était hors pair et d'une classe vraiment exceptionnelle.»

[59] Maurice Genevoix, recevant à l'Académie française le maréchal Juin en 1953, affirme: «Le 4 avril, vous adressez au général Clark un Mémoire (...) Toute la future manœuvre est là, d'avance inscrite, en des pages où l'ampleur des vues s'allie à une prévision du détail qui ne laisse rien dans l'ombre (...)» Quant au général de Lattre, il prévoyait en quelque sorte dans son Instruction personnelle et secrète n° 1, «son exploitation foudroyante» sur Toulon et Marseille lorsqu'il écrivait: «Mais la vitesse sera avant tout le facteur essentiel du succès: vitesse dans la recherche constante du débordement par les hauts du terrain, vitesse dans l'exploitation hardie de toute occasion favorable à l'évolution rapide de la manœuvre.»

- le Mémoire du 4 avril 1944 sur les futures opérations du C.E.F. dans les monts Aurunci,
- l'Instruction personnelle et secrète n° 1 sur l'opération «Dragoon» du 6 août 1944.

Enfin, *la valeur du commandement français* doit être soulignée.

Elle se traduit d'abord au niveau des généraux commandants de division, capables d'analyser l'ennemi, de combiner les différentes armes et d'entraîner les troupes par leur exemple et leur enthousiasme[60]. Mais deux hommes deviendront arbitres du jeu opérationnel en Italie et en Provence: les généraux d'armée Juin et de Lattre.

Ils ont des points communs. Saint-Cyriens, anciens de la Première guerre mondiale, brevetés de l'Ecole supérieure de guerre, anciens commandants de grande unité en 1940[61], littéralement «imprégnés» du sens de la manœuvre, ils sont manifestement aptes à exercer le grand commandement pour lequel ils s'étaient préparés et dont ils avaient toujours rêvé.

En Italie, le général Juin se caractérise surtout par son rayonnement, sa chaleur humaine et sa capacité de persuasion pour entraîner le commandement allié à ses analyses tactiques.

Pour le débarquement de Provence, le général de Lattre se distingue par sa capacité de séduction auprès de l'état-major allié chargé de la planification, ensuite par son audace et son agressivité sur le terrain, refusant toujours de subir la loi de son adversaire.

La personnalité de ces deux chefs a contribué incontestablement à «marquer» successivement l'Armée française reconstituée. Soucieux d'unité, maîtrisant parfaitement l'outil opérationnel mis à leur disposition, ils ont su gagner la confiance des généraux Clark et Patch, afin de le voir ainsi utilisé au mieux des intérêts français mais également de la coalition.

Avec ces deux chefs, ces états-majors, l'allant et la ferveur des troupes[62], l'Armée française allait être ainsi *exemplaire* dans son comportement au combat. Deux séquences toutefois, plus particulièrement, réhabilitèrent entièrement cette Armée aux yeux des Alliés: la bataille du Garigliano, la prise simultanée de Toulon et de Marseille.

Comment?

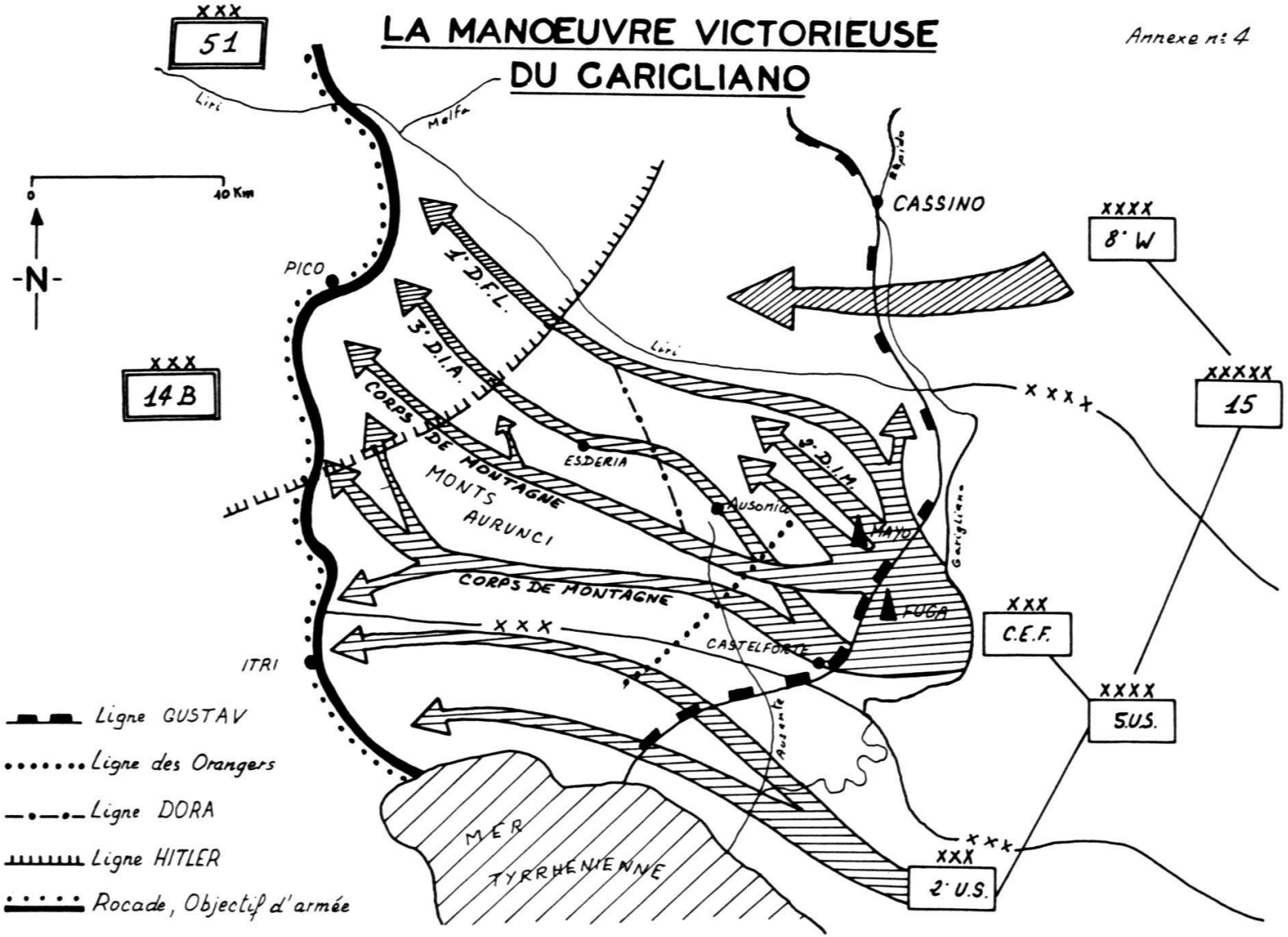
Sur le Garigliano[63], au printemps 1944, le C.E.F., après les durs affrontements de l'hiver dans les Abruzzes, a changé de secteur dans le cadre du remaniement du dispositif du 15e groupe d'armées allié. Le secteur

[60] Ce sont les généraux Dody, de Monsabert, Sevez, Guillaume, du Vigier, Brosset, Magnan. Ils sont en outre «aidés» par les techniciens, les artilleurs Poydenot, Chaillet, le général du génie, Dromard, le général du train, Boucaud.

[61] La 15e division d'infanterie motorisée pour le général Juin, la 14e division d'infanterie pour le général de Lattre.

[62] Devant les côtes de Provence, le 16 août 1944, l'émotion des troupes fut réelle. «Sur tous les navires, écrit le général de Lattre, éclate la Marseillaise la plus poignante qu'on ait jamais entendue.» Sur le Circassia, de Monsabert déclare à ses hommes bouleversés: «France, la 3e D.I.A. te ramène tes drapeaux victorieux.»

[63] Cf. le croquis joint en annexe n° 4.


LA MANOEUVRE VICTORIEUSE
DU GARIGLIANO
Annexe n° 4
XXX
51
XXX
14 B
XXXX
8° W
XXXXX
15
XXX
C.E.F.
XXXX
5.U.S.
XXX
2° U.S.
0
40 Km
N
Liri
Melfa
Rapido
Garigliano
Ausente
CASSINO
PICO
ITRI
1° D.F.L.
3° D.I.A.
2° D.I.M.
CORPS DE MONTAGNE
MONTS AURUNCI
ESDERIA
Ausonia
MAYO
FUGA
CASTELFORTE
MER TYRRHENIENNE
Ligne GUSTAV
Ligne des Orangers
Ligne DORA
Ligne HITLER
Rocade, Objectif d'armée

de Cassino est désormais confié à la 8e armée britannique, la 5e armée américaine se voyant attribuer la zone comprise entre le Liri exclu et la mer Tyrrhénienne[64].

Le C.E.F. est chargé, au sein de la 5e armée américaine, de la tête de pont du mont Fuga. Il a été renforcé avec l'arrivée de la 4e division marocaine de montagne (4e D.M.M.) du général Sevez, des groupes de tabors du général Guillaume et de la première division française (1re D.F.L.) du général Brosset. Il est désormais, dans l'esprit du général Juin, «un corps carré qui, par le jeu des relèves successives, peut entreprendre une action dans la profondeur».

Pour l'offensive (opération Diadème) prévue pour le printemps, le général Clark ayant reçu une mission secondaire de couverture[65] envisage avec son état-major, en toute hypothèse, la prise du mont Mayo, pivot de la défense allemande au sud de Liri. Puis à partir d'Ausonia, dans la vallée de l'Ausente, il prévoit «un rabattement en force» vers le nord du dispositif ennemi sur la direction générale Esperia-Pico en liaison étroite avec les Britanniques de la 8e armée, chargés de l'action de rupture dans la vallée du Liri.

Par son Mémoire du 4 avril 1944, le général Juin s'oppose fermement à cette manœuvre qu'il juge, au niveau d'Esperia, «risquée sinon impossible» en l'absence d'itinéraires routiers facilitant en particulier le chevauchement de deux corps d'armée[66]. Pour lui, tout au contraire, il faut se porter dès la vallée de l'Ausente sur un *objectif d'armée* qui permettra d'ouvrir impérativement «le chemin aux actions frontales».

La rocade Itri-Pico, à 40 kilomètres de la zone des contacts, constitue cet objectif préférentiel qui doit permettre ultérieurement de déboucher en force sur les grands arrières de l'ennemi. Pour l'atteindre, il ne faut pas s'user dans des actions de force successives et «taper en plein dans le dur», soit à Ausonia, soit à Esperia. Tout au contraire, il s'agit de foncer à travers la montagne des monts Aurunci «à toute vitesse (...), là où l'ennemi ne peut se tenir en force, pour atteindre au plus tôt les arrières de l'adversaire et conquérir, avec le Corps de montagne français[67], l'objectif d'armée préalablement défini».

[64] La 5e armée comprend le C.E.F. et le 2e corps américain; le 10e corps britannique a été rattaché à la 8e armée.

[65] Il doit couvrir, face au 14e corps d'armée allemand, entre le Liri et la mer, l'action de rupture de la 8e armée dans la vallée du Liri en direction de la tête de pont d'Anzio, puis de Rome. Le 14e corps d'armée est toujours commandé par le général von Senger und Etterlin. Mais sa zone d'action a été remaniée (Cassino n'est plus de son ressort). Il s'appuie, face à la 5e armée, sur quatre lignes de défense successives: la ligne Gustav, la ligne des Orangers dans la vallée de l'Ausente, la ligne Dora barrant le verrou d'Esperia, la ligne Hitler.

[66] La plan américain prévoit, vers Esperia, à travers les lignes du C.E.F., le passage du 2e C.A.U.S., qui prendra à son compte la bataille d'enroulement en direction de Pico.

[67] Le Corps de montagne est composé de la 4e division marocaine de montagne et des groupes de tabors.

Mais le général Juin précise que cette manœuvre «ne donnera tous ses fruits» que si elle comporte à l'échelon du groupe d'armée un double débordement des défenses allemandes de la vallée du Liri, par le sud et par le nord[68].

Ce plan sera pratiquement mis en œuvre[69] par le général Clark lors de l'offensive déclenchée le 11 juin 1944 à 23 heures. Après un échec momentané, dû en particulier à une absence de préparation d'artillerie, le mont Mayo est conquis le 13 mai. Puis, alors que la progression britannique est très difficile dans la vallée du Liri, l'introduction du Corps de montagne dans les monts Aurunci[70] à partir du 15 mai, crée la surprise tactique et rompt enfin l'équilibre maintenu pendant des mois par l'acharnée mais remarquable défense allemande des troupes du général von Senger und Etterlin.

La victoire sur le Garigliano est ainsi dans sa conception et dans son exécution de nature française. Elle permet «d'ouvrir» la route de Rome, libérée le 4 juin 1944, à la 5e armée américaine et la poursuite de l'ennemi jusqu'à la ligne Gothique au sud de Florence. Après le Belvédère et l'Abate, victoires coûteuses mais inexploitées faute de réserves et peut-être d'imagination dans le concept de manœuvre en montagne, l'Armée française d'Italie reprend «sa vraie place» en mai 1944 dans les combats aux côtés des Alliés.

En Provence, l'Armée B, débarquée dès le 16 août 1944, dans le cadre de l'opération Dragoon, après la conquête[71] de la tête de pont par le 6e corps d'armée américain[72], a pour mission d'exploiter en vue de s'emparer de Toulon pour D+20, soit le 4 septembre, et de Marseille pour D+40, soit le 24 septembre 1944.

Ces objectifs sont très importants pour les Alliés, notamment de par leurs capacités portuaires pour le soutien ultérieur de l'offensive en direction du Rhin. Mais leur conquête est prévue d'une manière méthodique et processionnelle pour pallier la défense maximale allemande «prévisible» sur le littoral méditerranéen. Néanmoins, la forte personnalité du général de Lat-

[68] Le général Juin propose encore une fois la manœuvre d'Atina, qui lui paraît, en avril 1944, «infiniment plus payante». Mais le général Alexander ne retiendra pas ses propositions: la 8e armée reste chargée, à l'échelon groupe d'armées, de l'effort principal dans la vallée du Liri.

[69] Dès le 11 avril, le général Juin, dans son Rapport sur les opérations du C.E.F. (n° 1076/CEF/3/TS), note: «J'ai fait tenir pour ma part un petit Mémoire au général Clark, posant les bases d'une manœuvre d'armée possible. Je sais qu'il a été pris en considération.»

[70] Le 14 mai, une partie du Corps de montagne «a cisaillé» sans difficultés au sud-est d'Ausonia, l'axe de progression de la 3e D.I.A. L'organisation de «ce chassé-croisé de deux divisions» fait également honneur à la technique d'état-major française.

[71] Cf. le croquis joint en annexe n° 3.

[72] Le 6e C.A.U.S. dispose de 3 divisions d'infanterie américaines (3e, 45e et 36e), du combat command n° 1 du général Sudre et, après le débarquement, des commandos d'Afrique et des forces aéroportées mises en place dans la région de Le Muy.

tre, l'ardeur de ses troupes et les résultats initiaux du 6e C.A.U.S. vont précipiter singulièrement le déroulement de la planification prévue[73].

Le 18 août au soir, l'Armée B[74] relève les troupes américaines sur le Gapeau. Selon l'Instruction personnelle et secrète n° 1 du 6 août 1944, il était prévu que la manœuvre sur Toulon avec l'ensemble du premier échelon de l'Armée se traduirait par un effort frontal à l'est du port, conjugué avec «un enveloppement au nord et à l'ouest de la ville avec le souci constant de déborder par les hauts du terrain et en utilisant au mieux les axes de pénétration importants».

Mais devant la progression rapide du 6e corps d'armée américain au nord vers la moyenne et la basse Durance et surtout face à la désorganisation apparente de la 242e division allemande du général Baessler qui a subi le choc initial du débarquement, le général de Lattre a le choix entre deux attitudes:

- soit attendre le gros de ses forces, se ménageant ainsi le bénéfice de la sécurité mais en permettant à l'ennemi de se ressaisir,
- soit agir du faible au fort, en bénéficiant de la surprise et en bousculant l'adversaire pris en flagrant délit de manœuvre et de remaniement de son dispositif.

Il opte pour l'audace et il décide d'attaquer dans «la foulée» son premier objectif[75]. A cet effet, deux groupements d'attaque sont constitués, avec initialement[76]:

- à l'est, la 1re D.F.L., les premiers éléments de la 9e division d'infanterie coloniale (9e D.I.C.) et les commandos d'Afrique qui vont s'emparer par surprise plus particulièrement du fort du Coudon, «pivot de la manœuvre sur Toulon»,
- au nord et à l'ouest, la 3e D.I.A. renforcée d'éléments blindés des réserves générales et du combat command n° 1 à partir du 20 août 1944. Mais il est assigné en outre à ce groupement commandé par le général de Monsabert «d'être à même de préparer la progression ultérieure vers Marseille».

[73] L'accélération de la manœuvre est liée également à la décision de retrait du sud de la France de la 19e armée allemande, prise par Hitler le 18 août à 11 h du matin. Toutefois, les 242e et 244e divisions d'infanterie, renforcées notamment par des unités de la Kriegsmarine, sont maintenues sur place pour tenir les camps retranchés de Toulon et de Marseille. Ces camps sont les pièces maîtresses du Südwall (le mur de la Méditerranée). Richement dotés en artillerie, ils disposent à Toulon de 26 000 hommes sous le commandement du contre-amiral Ruhfus et à Marseille de 17 000 hommes aux ordres du général Schäffer (il commande également la 244e D.I.).

[74] Il s'agit des éléments du premier échelon de l'Armée (la 3e D.I.A. et la 1re D.F.L. renforcées d'unités blindées de réserve générale).

[75] Il réussit dès le 19 août au matin à *convaincre* le général Patch de la nécessité de cette attaque brusquée malgré les vives réticences de l'état-major de la 7e armée américaine.

[76] Du fait de l'accélération des rotations, notamment entre la Corse et le continent, l'arrivée de la 9e D.I.C., mais également du bataillon de choc et des groupes de tabors, s'effectuera avec 48 heures d'avance sur le planning.

De fait, l'approche dès le 19 août au soir de l'important carrefour du Camp du Castellet, à mi-chemin de Toulon et de Marseille, par les éléments de tête du groupement Monsabert, va permettre à l'Armée B, avec le réel concours de la Résistance française, *une attaque simultanée des deux villes*. Dès le 21 août, l'investissement de Toulon est réalisé. Le démantèlement et la réduction du camp retranché avec l'appui de la flotte et de l'aviation alliées demanderont sept jours. Le 27 août au soir, la garnison avec le contre-amiral Ruhfus capitule, soit à D + 13 au lieu de D + 20.

Parallèlement, dès le 20 août, «sentant d'instinct l'occasion favorable», le général de Monsabert, avec des moyens réduits[77], s'est orienté sur Marseille. Dès le 22 août, il s'empare d'Aubagne, clef de voûte de la défense extérieure de l'agglomération. Puis le 23 août, alors que ses troupes investissent progressivement la ville, il s'infiltre par «une action en flèche» d'un bataillon du 7e régiment de tirailleurs algériens du colonel Chappuis, renforcé de blindés jusqu'au «Vieux port». Il lui faudra ensuite quatre jours pour réduire les différents points d'appui à l'issue d'une véritable bataille de rues confuse, meurtrière et très décentralisée. Quoi qu'il en soit, le 28 août au matin, les troupes allemandes de Marseille, sous le commandement du général Schäffer, effectuent leur reddition, soit à D + 14 au lieu de D + 40.

Ainsi en quinze jours de combat en Provence, un commandement dynamique disposant d'une troupe d'exception obtient la réduction de deux puissants ensembles fortifiés, pratiquement un mois, pour le plus important d'entre eux sur le plan logistique, avant les estimations les plus favorables. L'Armée B réalise sans aucun doute «une des plus belle manœuvres de l'Armée française sur le sol national». Le général Patch pouvait justement écrire dans son ordre du jour du 29 août 1944: «Vous avez rendu à la France son port de guerre le plus important et son premier port de commerce. Vous avez remporté une grande victoire et mérité la reconnaissance de la France et des Alliés».

*
* *

Après la défaite de 1940, l'Armée de terre française a atteint un des niveaux les plus bas qu'elle ait jamais connus. Or, en septembre 1944, elle a repris sa place à côté des armées alliées. Elle est même par son engagement la cause déterminante des victoires du Garigliano et de Toulon-Marseille aux mois de mai et d'août 1944.

Certes, ces succès interviennent sur un théâtre d'opérations qui est considéré par les spécialistes comme «se-

[77] Le général de Monsabert, «le libérateur de Marseille», sera renforcé dans les jours suivants, entre autres par les éléments de sa division «dégagée» de la bataille de Toulon et par les groupes de tabors du général Guillaume, tout en étant couvert au plus loin, face à la vallée du Rhône, par les chars de la 1re division blindée.

condaire» dans l'histoire de la seconde guerre mondiale. Cette relativité des faits militaires en Méditerranée n'exclut pas toutefois que, par sa contribution incontestable, l'Armée française force ainsi l'admiration des Alliés et le respect de l'adversaire qui la croyait rayée, notamment en Italie, de l'ordre de bataille allié.

«Moments privilégiés de la grandeur militaire française», le C.E.F. et l'Armée B associèrent en Italie et en Provence[78] dans leurs actions, différents atouts:

- une infanterie rustique essentiellement d'origine indigène, parfaitement adaptée au combat de type méditerranéen,
- un apport de jeunes Français d'Afrique du Nord, d'évadés de France et de membres des F.F.L., enthousiastes et fervents jusqu'au sacrifice,
- un encadrement dynamique, décidé à faire oublier le désastre de 1940 par son allant, ses initiatives et son sens de la manœuvre,
- un haut commandement avec les généraux d'armée Juin et de Lattre, sachant d'une part s'imposer en haut commandement tactique allié, et d'autre part sachant par conviction profonde, promouvoir l'intégration des éléments disparates de l'Armée d'Afrique et des Forces françaises libres. Le C.E.F. et l'Armée B deviennent ainsi, dans le creuset du combat contre les forces de l'Axe, *le symbole de l'unité nationale retrouvée.*

De plus ses résultats exemplaires sur le plan opérationnel sont rendus possibles par:

- l'aide matérielle considérable des Alliés, qui a en quelque sorte valorisé cette Armée française pour lui permettre de faire face aux exigences de la guerre moderne,
  les efforts tenaces et opiniâtres des autorités politiques françaises et plus particulièrement du général de Gaulle, qui n'a cessé de croire comme bien d'autres personnalités politiques et militaires «à la renaissance militaire de cette Armée».

En définitive, la participation française aux combats d'Italie et au débarquement de Provence[79], suivie de la poursuite de l'ennemi jusqu'au cœur du IIIe Reich et liée aux combats de la Résistance pour la Libération du territoire, permet à la France de s'imposer à nouveau comme puissance militaire, mais surtout d'être présente à la cessation des hostilités lors de la capitulation allemande en mai 1945.

A.C.

[78] Pour la première fois depuis 1940, l'Armée française est engagée en force sur ses champs de bataille, avec ses troupes, ses états-majors et ses services.

[79] Les chansons de route de ces armées d'Italie et de Provence imprègnent toujours la mémoire collective. Le chant des Africains, par exemple, rappelle à la postérité la valeur et le dévouement exceptionnels de ces troupes «préparées» en Afrique du Nord en 1943-1944 pour «libérer le Pays et la Patrie».